

**Convention collective de travail du 27 mai 1999
relative à l'insertion durable, la réinsertion et la
formation professionnelle des groupes à risques**

CHAPITRE 1ER. - CHAMP D'APPLICATION

Article 1er.

La présente convention est applicable aux employeurs et aux ouvriers des entreprises qui ressortissent à la Commission paritaire de la construction.
Par ouvriers, on entend les ouvriers et Ouvrières.

Article 2.

La présente convention est conclue en exécution :

- 1° des articles 104 à 109 de la loi du 26 mars 1999 relative au Plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses ;
- 2° de l'article 70, alinéa 3 de la convention collective de travail du 27 mai 1999 portant organisation des accords de formation et d'emploi dans la construction pour les années 1999 et 2000 ;

Elle a pour objet de déterminer les différents instruments auxquels le secteur aura recours pendant la durée de validité de la présente convention en vue de favoriser l'insertion durable, la réinsertion et la formation professionnelle des groupes à risque.

CHAPITRE 2. - ACTIONS EN FAVEUR DES JEUNES DEMANDEURS D'EMPLOI PEU QUALIFIESOUSANSQUALIFICATIONS.

SECTION 1. PUBLIC CIBLE

Article 3.

Par jeunes demandeurs d'emploi peu qualifiés ou sans qualification, il y a lieu d'entendre les groupes à risque suivants :

- 1° les jeunes soumis à l'obligation scolaire à temps partiel ;
- 2° les jeunes de moins de 25 ans qui entrent dans leur sixième mois d'inscription comme demandeur d'emploi et qui ne possèdent pas de diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ;

- 67
- 3° les demandeurs d'emploi peu qualifiés âgés de 18 à 23 ans qui ne disposent pas d'un diplôme de l'enseignement secondaire technique et professionnel construction;
 - 4° les demandeurs d'emploi particulièrement difficile à placer occupés dans des initiatives relevant de l'économie sociale d'insertion (reconnues par le F.F.C.)

SECTION 2. - INSTRUMENTS D'INSERTION DURABLE ET DE REINSERTION

Article 4.

Par actions en faveur des jeunes demandeurs d'emploi peu qualifiés ou sans qualification, il y a lieu d'entendre :

- 1° pour les demandeurs d'emploi visés à l'article 3, 1°, les actions entreprises dans le cadre du contrat d'apprentissage des jeunes, tel qu'organisé par le Titre II, Chapitre 1, Section 1 de la convention collective de travail du 27 mai 1999 portant organisation des accords de formation et d'emploi dans la construction pour les années 1999 et 2000 ;
- 2° pour les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans visés par l'article 3, 2°, les actions entreprises :
 - a) dans le cadre des conventions de collaboration conclues entre le F.F.C. et le F.O.R.Em., le V.D.A.B. ou Bruxelles-Formation pour chacune des Régions wallonne, flamande et de Bruxelles Capitale ;
 - b) dans le cadre du régime d'apprentissage construction, tel qu'organisé par le Titre II, Chapitre 1, Section 1 de la convention collective de travail du 15 mai 1997 portant organisation des régimes de promotion de l'emploi pour les années 1997 et 1998, modifié par le Titre II, Chapitre 1, Section 2 de la convention collective de travail du 27 mai 1999 portant organisation des accords de formation et d'emploi dans la construction pour les années 1999 et 2000 ;
 - c) dans le cadre de l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans
- 3° pour les demandeurs d'emploi peu qualifiés visés à l'article 3, 3°, les actions entreprises dans le cadre du régime d'apprentissage construction visé au 2°, b, du présent article ;
- 4° pour les demandeurs d'emploi visés par l'article 3, 4°, les actions entreprises dans le cadre des conventions de collaboration avec des initiatives relevant de l'économie sociale d'insertion (reconnues par le Fonds de formation professionnelle de la construction) en vue de la préformation nécessaire à l'obtention d'un seuil minimum nécessaire à l'accès aux régimes d'apprentissage.

Article 5.

Dans le cadre des actions définies par le présent chapitre, les FFC régions, dans le cadre des missions qui leur sont dévolues par l'article 80, §1^{er} de la convention collective de travail du 27 mai 1999 portant organisation des accords de formation et d'emploi dans la construction pour les années 1999 et 2000, sont notamment chargés :

- 1° d'orienter les jeunes visés à l'article 3 vers les différents systèmes de formation en alternance ;
- 2° de rechercher des entreprises pour les former dans le cadre des régimes visés par l'article 4 de la présente convention.

64

CHAPITRE 3. - ACTIONS EN FAVEUR DES OUVRIERS NON-QUALIFIES ou PEU QUALIFIES DES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION

SECTION 1. - PUBLIC CIBLE

Article 6.

Par ouvriers non qualifiés ou peu qualifiés des entreprises de construction, il y a lieu d'entendre le public cible constitué par les groupes à risques suivants :

- 1° les ouvriers occupés dans le secteur de la construction qui sont peu ou non-qualifiés pour les tâches qu'ils doivent exécuter;
- 2° les ouvriers occupés dans le secteur de la construction qui sont confrontés à de nouvelles technologies;
- 3° les ouvriers occupés dans le secteur de la construction qui sont concernés par un licenciement collectif ou une restructuration.

SECTION 2. - INSTRUMENTS DE PROMOTION ET DE SAUVEGARDE DES QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES

Article 7.

Par actions en faveur des ouvriers peu qualifiés ou non qualifiés des entreprises de construction, il y a lieu d'entendre les actions menées dans le cadre :

- 1° du crédit-formation tel qu'organisé par le Titre II, Chapitre 2, Section 1 de la convention collective de travail du 15 mai 1997 portant organisation des régimes de promotion de l'emploi pour les années 1997 et 1998, modifié par la convention collective de travail du 27 mai 1999 portant organisation des accords de formation et d'emploi dans la construction pour les années 1999 et 2000 ;
- 2° de la formation planifiée tel qu'organisée par le Titre II, Chapitre 2, Section 2 de la convention collective de travail du 27 mai 1999 portant organisation des accords de formation et d'emploi dans la construction pour les années 1999 et 2000 ;
- 3° des formations du soir et du samedi telles que visées par le Titre IV, Chapitre 1, Section 4 de la convention collective de travail du 27 mai 1999 portant organisation des accords de formation et d'emploi dans la construction pour les années 1999 et 2000 ;
- 4° des formations hivernales telles que visées par le Titre IV, Chapitre 1, Section 3 de la convention collective de travail du 27 mai 1999 portant organisation des accords de formation et d'emploi dans la construction pour les années 1999 et 2000.
- 5° des formations spécifiques pour les ouvriers qui ne disposent d'aucune qualification professionnelle développées en exécution du Titre IV, Chapitre 1, Section 2 de la convention collective de travail du 27 mai 1999 portant organisation des accords de formation et d'emploi dans la construction pour les années 1999 et 2000.

6

Les différentes actions de formation visées à l'alinéa 1^{er} ont pour objectif d'accroître, pendant la durée de validité de la présente convention, la formation de base, la remise à niveau, le recyclage ou le perfectionnement aux différents métiers de la construction du public-cible visé à l'article 6.

Article 8.

Dans le cadre des actions définies par le présent chapitre, le manager de région, dont le rôle général est défini à l'article 15 de la présente convention, est notamment chargé :

- 1° d'organiser la concertation paritaire au niveau du FFC Région pour tous les régimes de formation des travailleurs ;
- 2° d'organiser les formations aux nouvelles technologies en collaboration étroite avec les centres de nouvelles technologies.

CHAPITRE 4. - ACTIONS DE SOUTIEN ET DE PROMOTION DE L'ENSEIGNEMENT CONSTRUCTION

SECTION 1. - PUBLIC CIBLE

Article 9.

Le public-cible des actions de soutien et de promotion de l'enseignement construction est composé des jeunes qui souhaitent suivre ou suivent un enseignement construction de plein exercice en vue d'obtenir un diplôme du deuxième degré ou du troisième degré de l'enseignement secondaire technique ou professionnel (axé sur la construction), ou un diplôme de l'enseignement secondaire spécial (axé sur la construction)

SECTION 2. - INSTRUMENTS DE SOUTIEN ET DE PROMOTION DE L'ENSEIGNEMENT CONSTRUCTION

Article 10.

Le Fonds de Formation professionnelle de la Construction est chargé de promouvoir et de stimuler l'enseignement secondaire (inférieur et supérieur) professionnel et technique construction.

Les moyens suivants sont notamment mis en œuvre pour réaliser l'objectif visé à l'alinéa 1^{er} :

- développement des moyens didactiques tels que manuels et cours, l'organisation et le développement des stages des élèves ;
- recyclage des professeurs ;
- promotion de l'enseignement construction auprès des jeunes, des parents et des centres d'orientation scolaire et professionnelle (P.M.S.).

Article 11.

Le parrainage, tel qu'organisé par le Titre II, Chapitre 1, Section 2 de la convention collective de travail du 15 mai 1997 et par la convention collective de travail du 18 juillet 1997 portant exécution du régime du parrainage, modifiés par le Titre II, Chapitre 1, section 3 de la convention collective de travail du 27 mai 1999 portant organisation des accords de formation et d'emploi dans la construction pour les années 1999 et 2000, est l'instrument destiné à favoriser l'insertion professionnelle durable des jeunes diplômés de l'enseignement technique et professionnel construction.

Article 12

Dans le cadre des actions définies par le présent chapitre, les régions du FFC, dans le cadre des missions qui leur sont dévolues par l'article 80, § 1^{er} de la convention collective de travail du 27 mai 1999 portant organisation des accords de formation et d'emploi dans la construction pour les années 1999 et 2000, sont notamment chargés :

- 1° d'orienter les jeunes soumis à l'obligation scolaire vers l'enseignement construction de plein exercice ;
- 2° de rechercher des stages en entreprises pour les jeunes de l'enseignement de plein exercice ;
- 3° de conclure des accords de partenariat avec les écoles ;
- 4° d'informer les jeunes sur les métiers de la construction ;
- 5° d'organiser le passage vers les entreprises des diplômés de l'enseignement construction de plein exercice dans le cadre du parrainage.

CHAPITRE 5 - MESURE GENERALE DE SOUTIEN A TOUTES LES ACTIONS EN FAVEUR DES GROUPES CIBLES VISES AUX CHAPITRES 2 A 4 DE LA PRESENTE CONVENTION

SECTION 1. - INTERVENTIONS FINANCIERES

Article 13.

Pour la réalisation des objectifs visés par la présente convention, le Fonds de Formation professionnelle de la Construction peut intervenir:

- 1° dans le financement d'un programme collectif spécifique d'aide en faveur des centres de formation ;
- 2° dans la cogestion et le cofinancement des actions de formation précisées dans les conventions de collaboration avec le F.O.R.Em., le V.D.A.B. et Bruxelles-Formation ;
- 3° dans la création d'un réseau de points de rencontre entre l'offre et la demande de main-d'oeuvre.

Le Fonds de Formation professionnelle peut intervenir dans le financement :

- 1° d'un programme spécifique d'aide ;
- 2° du matériel didactique ;
- 3° des matériaux de construction ;

4° des primes à l'emploi et à la formation définies, en application de l'article 67 de la convention du 27 mai 1999 portant organisation des accords de formation et d'emploi dans la construction pour les années 1999 et 2000, par la convention collective de travail du 15 mai 1997 relative à l'octroi d'une prime à l'emploi ou à la formation aux employeurs de la construction et à leurs ouvriers.

Article 14.

En application de l'article 77 de la convention collective de travail du 27 mai 1999 portant organisation des accords de formation et d'emploi dans la construction pour les années 1999 et 2000, une prime de transition de 10.000 BEF par chômeur de longue durée visé à l'article 75 de la convention collective de travail précitée est accordée par le Fonds de formation de la construction au centre de formation agréé.

Cette prime de transition est accordée pour tout engagement dans une entreprise, visée à l'article 1^{er} de la présente convention, selon les modalités suivantes :

- l'engagement dans une entreprise visée à l'article 1^{er} doit avoir une durée minimale de 18 mois ;
- le paiement des primes de transition s'effectue de manière groupée sur la base d'un décompte en fin d'année ;
- le montant annuel des primes de transition devra être affecté par le centre de formation agréé à l'amélioration de son infrastructure et de son équipement ; l'affectation des primes sera concertée avec le Fonds de formation de la construction préalablement au paiement.

Le Fonds de formation professionnelle peut vérifier l'utilisation des primes payées.

SECTION 2. - REORGANISATION DES TACHES DES FFC REGIONS

Article 15.

Afin de soutenir les missions spécifiques qui lui sont dévolues par la présente convention collective de travail, le manager de région a pour mission, en application de l'article 79 de la convention collective de travail du 27 mai 1999 portant organisation des accords de formation et d'emploi dans la construction pour les années 1999 et 2000 :

- 1° d'organiser et d'assurer le suivi des formations à l'attention des travailleurs des entreprises de construction, en ce compris la concertation paritaire subrégionale requise par la mise en œuvre de ces formations ;
- 2° d'assurer l'orientation des demandeurs d'emploi vers les formations construction et d'organiser leur passage dans le secteur ;

Dans le cadre des missions dévolues aux FFC régions par l'article 80, § 1^{er} de la convention collective de travail du 27 mai 1999 portant organisation des accords de formation et d'emploi dans la construction pour les années 1999 et 2000, les FFC régions peuvent faire appel au manager de région visé à l'alinéa 1^{er} en vue de :

- 1° d'organiser les contacts avec l'enseignement construction de plein exercice ;
- 2° d'organiser le suivi des régimes de formation en alternance, notamment en assurant les contacts avec les centres d'enseignement à temps partiel ;

- 3° de prendre part aux missions prévues par l'article 5 de la présente convention collective de travail ;
- 4° de prendre part aux missions prévues par l'article 12 de la présente convention collective de travail.

CHAPITRE 6. - CALCUL DE L'OBLIGATION THEORIQUE DE STAGE POUR LE SECTEUR

Article 16.

D'après les données statistiques ONSS disponibles au 30 juin 1997, les entreprises de construction, qui occupent 50 travailleurs et plus, sont au nombre de 411 et occupent au total 48.881 travailleurs.

Sur la base des données visées à l'alinéa 1^{er}, l'obligation théorique de stage pour le secteur, en exécution des articles 9 et 10 de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes, s'élève à 1.467 personnes.

CHAPITRE 7. - DISPOSITIONS FINALES

Article 17.

Le Fonds de Formation professionnelle de la construction est chargé de l'exécution, du suivi et de la coordination de toutes les actions et interventions déterminées par la présente convention collective de travail.

Article 18.

Les efforts de formation en faveur des groupes à risque déterminés par la présente convention seront réalisés à concurrence d'au moins 0,15% de la masse salariale annuelle du secteur pour la période du 1er janvier 1999 au 31 décembre 2000.

Article 19.

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 1999 et expire le 31 décembre 2000.

NEEDS...

52.556 / Col 124 ^{an}

19-00 1998

n 8 -10-1999
PARITAIR COMITE VOOR HET BOUWBEDRIJF

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 1999
betreffende de duurzame beroepsintegratie,
herintegratie en opleiding van risicogroepen**

HOOFDSTUK 1. - TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de arbeiders van de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor het Bouwbedrijf ressorteren.

Onder arbeiders verstaat men de arbeiders en arbeidsters.

Artikel 2.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten ter uitvoering van

- 1° de artikels 104 tot 109 van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgische actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen ;
- 2° artikel 70, 3e lid van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 1999 tot organisatie van opleidings- en tewerkstellingsakkoorden in de bouw voor de jaren 1999 en 2000;

Ze heeft tot doel de verschillende instrumenten te bepalen waarvan de sector gebruik zal kunnen maken tijdens de looptijd van deze CAO, om de duurzame beroepsintegratie, herintegratie en opleiding van risicogroepen te bevorderen.

HOOFDSTUK 2. - ACTIES TEN BATE VAN LAAG- OF ONGESCHOOLDE JONGE WERKZOEKENDEN

AFDELING 1. - DOELGROEP

Artikel 3.

Onder laag- of ongeschoolde jonge werkzoekenden dient men de volgende risicogroepen te verstaan:

- 1° de jongeren die nog onderworpen zijn aan de deeltijdse leerplicht;
- 2° de jongeren van minder dan 25 jaar oud die hun zesde maand van inschrijving als werkzoekende ingaan en die geen diploma van hoger secundair onderwijs hebben;
- 3° laaggeschoolde werkzoekenden van 18 tot 23 jaar oud die geen diploma van het technisch of beroepssecundair bouwonderwijs hebben;

4° bijzonder moeilijk te plaatsen **werkzoekenden** die tewerkgesteld zijn in inschakelingsinitiatieven die behoren tot de sociale économie (erkend door het F.V.B.).

AFDELING 2. - INSTRUMENTEN VOOR DUURZAME BEROEPSINTEGRATIE EN HERINTEGRATIE

Artikel 4.

Onder acties ten bate van laag- of ongeschoolde jonge werkzoekenden, dient men te verstaan:

1. voor de werkzoekenden bedoeld in artikel 3, 1°, de acties ondernomen in het kader van de leerovereenkomst voor jongeren zoals georganiseerd door Titel II, Hoofdstuk I, Afdeling I van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 1999 tot organisatie van opleidings- en tewerkstellingsakkoorden in de bouw voor de jaren 1999 en 2000;
2. voor de werkzoekenden van minder dan 25 jaar oud bedoeld in artikel 3, 2°, de acties ondernomen:
 - a) in het kader van de samenwerkingsovereenkomsten tussen het F.V.B. en de V.D.A.B., de F.O.R.Em. of Bruxelles-Formation voor zowel het Vlaams, het Waals als het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
 - b) in het kader van het bouwleerlingwezen, zoals georganiseerd door Titel II, Hoofdstuk 1, Afdeling 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 mei 1997 tot organisatie van de regelingen ter bevordering van de tewerkstelling in 1997 en 1998, gewijzigd door Titel II, Hoofdstuk 1, Afdeling 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 1999 tot organisatie van opleidings- en tewerkstellingsakkoorden in de bouw voor de jaren 1999 en 2000;
 - c) in het kader van het koninklijk besluit nr 495 van 31 december 1986 tot invoering van een regeling van alternerend leren/werken voor jongeren van 18 tot 25 jaar
3. voor de laaggeschoolde werkzoekenden bedoeld in artikel 3, 3°, de acties ondernomen in het kader van het bouwleerlingwezen bedoeld in punt 2,b van dit artikel;
4. voor de werkzoekenden bedoeld in artikel 3, 4°, de acties ondernomen in het kader van de samenwerkingsovereenkomsten met inschakelingsinitiatieven die behoren tot de sociale économie (erkend door het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid) met het oog op de noodzakelijke vooropleiding om een minimumdrempel te verkrijgen die vereist is voor de toegang tot het leerlingwezen.

Artikel 5.

In het kader van de in dit hoofdstuk omschreven acties, hebben de FVB-regio's, in het kader van de opdrachten die hen worden gegeven door artikel 80, § 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 1999 tot organisatie van opleidings- en tewerkstellingsakkoorden in de bouw voor de jaren 1999 en 2000 onder meer de taak:

1. de jongeren bedoeld in artikel 3 te oriënteren naar de verschillende deeltijdse opleidingsregelingen
2. ondernemingen te zoeken om hen op te leiden in het kader van de regelingen bedoeld in artikel 4 van deze overeenkomst.

67

HOOFDSTUK 3. - ACTIES TEN BATE VAN LAAG- OF ONGESCHOOLDE BOUWVAKARBEIDERS

AFDELING 1. - DOELGROEP

Artikel 6.

Onder laag- of ongeschoolde bouwvakarbeiders dient men de doelgroep te verstaan die bestaat uit de volgende risicogroepen:

- 1° de in de bouwsector tewerkgestelde arbeiders die onvoldoende of niet geschoold zijn voor de door hen uit te voeren taken;
- 2° de in de bouwsector tewerkgestelde arbeiders die geconfronteerd worden met nieuwe technologieën;
- 3° de in de bouwsector tewerkgestelde arbeiders die getroffen worden door een collectief ontslag of een herstructurering.

AFDELING 2. - INSTRUMENTEN VOOR BEVORDERING EN BEHOUD VAN DE BEROEPSKWALIFIKATIES

Artikel 7.

Onder acties ten bate van laag- of ongeschoolde bouwvakarbeiders, dient men de acties te verstaan die worden ondernomen in het kader:

1. van het opleidingskrediet zoals georganiseerd door Titel II, Hoofdstuk 2, Afdeling 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 mei 1997 tot organisatie van de regelingen ter bevordering van de tewerkstelling in 1997 en 1998, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 1999 tot organisatie van opleidings- en tewerkstellingsakkoorden in de bouw voor de jaren 1999 en 2000;
2. de opleidingsplanning zoals georganiseerd door Titel II, Hoofdstuk 2, Afdeling 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 1999 tot organisatie van opleidings- en tewerkstellingsakkoorden in de bouw voor de jaren 1999 en 2000;
3. van de avond- en zaterdagopleidingen zoals georganiseerd door Titel IV, Hoofdstuk 1, Afdeling 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 1999 tot organisatie van opleidings- en tewerkstellingsakkoorden in de bouw voor de jaren 1999 en 2000;
4. van de winteropleidingen zoals georganiseerd door Titel IV, Hoofdstuk 1, Afdeling 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 1999 tot organisatie van opleidings- en tewerkstellingsakkoorden in de bouw voor de jaren 1999 en 2000;
5. van de specifieke opleidingen voor arbeiders die geen enkele beroepsbekwaamheid hebben, uitgevoerd ter uitvoering van Titel IV, Hoofdstuk 1, Afdeling 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 1999 tot organisatie van opleidings- en tewerkstellingsakkoorden in de bouw voor de jaren 1999 en 2000.

De verschillende opleidingsacties bedoeld in het eerste lid hebben tot doeltijdens de looptijd van deze overeenkomst de basisopleiding, de bij- en herscholing of de vervolmaking in de verschillende **bouwberoepen** verder uit te **bouwen** voor de doelgroep vermeld in artikel 6.

Artikel 8.

In het kader van de in dit hoofdstuk omschreven acties, heeft de **regiomanager**, wiens algemene rol omschreven is in artikel 15 van deze overeenkomst, met name de opdracht:

1. het **paritair** overleg op het niveau van de FVB-regio te **organiseren** voor alle regelingen voor de opleiding van **werknemers**;
2. de opleidingen voor **nieuwe technologieën** te organiseren in nauwe **samenwerking** met de centra voor nieuwe technologieën.

HOOFDSTUK 4. - ACTIES TER ONDERSTEUNING EN BEVORDERING VAN HET BOUWVAKONDERWIJS

AFDELING 1. - DOELGROEP

Artikel 9.

De doelgroep voor de acties ter **ondersteuning** en bevordering van het **bouwvakonderwijs** bestaat uit jongeren die voltijds **bouwonderwijs** volgen of **willen** volgen om een diploma te behalen van de **tweede** of **derde** graad van het **technisch** of **beroepssecundair** onderwijs (gericht op de bouw) of een diploma van het **bijzonder** secundair onderwijs (gericht op de bouw).

AFDELING 2. - INSTRUMENTEN TER ONDERSTEUNING EN BEVORDERING VAN HET BOUWVAKONDERWIJS

Artikel 10.

Het Fonds voor Vakopleiding in de **Bouwnijverheid** heeft de opdracht het (**lageren** hoger) **beroepssecundair** en **technisch** **bouwonderwijs** te stimuleren en te bevorderen.

Om de doelstelling vermeld in het eerste lid te **verwezenlijken**, worden met name de volgende middelen aangewend:

- ontwikkeling van **didactische** middelen zoals **handboeken** en **cursussen**, de organisatie en de uitbouw van de stages voor de leerlingen;
- **herscholing** van leraren;
- **promotie** van het **bouwonderwijs** bij jongeren, ouders en centra voor **beroeps-** en **schoolkeuze** (P.M.S.).

Artikel 11.

Het **peterschap**, zoals **georganiseerd** door **Titel II, Hoofdstuk 1, Afdeling 2** van de **collectieve arbeidsovereenkomst** van 15 mei 1997 en door de **collectieve arbeidsovereenkomst** van 18 juli 1997 ter uitvoering van de **peterschapsregeling**, gewijzigd door **Titel II, Hoofdstuk 1, Afdeling 3** de **collectieve arbeidsovereenkomst**

van 27 mei 1999 tot organisatie van opleidings- en tewerkstellingsakkoorden in de bouw voor de jaren 1999 en 2000, vormt het instrument om de duurzame beroepsintegratie van jonge afgestudeerden van het technisch en beroepsonderwijs bouw te bevorderen.

Artikel 12.

In het kader van de in dit hoofdstuk omschreven acties, hebben de FVB-regio's, in het kader van de opdrachten die hen worden gegeven door artikel 80, § 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 1999 tot organisatie van opleidings- en tewerkstellingsakkoorden in de bouw voor de jaren 1999 en 2000, onder meer de taak:

1. de schoolplichtige jongeren te oriënteren naar het voltijds bouwonderwijs;
2. bedrijfsstages te zoeken voor jongeren uit het voltijds onderwijs;
3. convenanten te sluiten met de scholen;
4. de jongeren te informeren over de bouwberoepen;
5. de overgang van afgestudeerden van het voltijds bouwonderwijs naar de ondernemingen in het kader van het peterschap te organiseren.

HOOFDSTUK 5. - ALGEMENE STEUNMAATREGEL VOOR ALLE ACTIES TEN BATE VAN DE DOELGROEPEN BEDOELD IN DE HOOFDSTUKKEN 2 TOT 4 VAN DEZE OVEREENKOMST

AFDELING 1. - FINANCIËLE TEGEMOETKOMINGEN

Artikel 13.

Voor de verwezenlijking van de in deze overeenkomst beoogde doelstellingen kan het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid bijdragen:

1. tot de financiering van een specifiek collectief steunprogramma ten bate van de opleidingscentra;
2. tot het medebeheer en de cofinanciering van de opleidingsacties verduidelijkt in de samenwerkingsovereenkomsten met de V.D.A.B., de F.O.R.Em. en Bruxelles-Formation;
3. tot de oprichting van een netwerk van punten waar de vraag en het aanbod van arbeidskrachten elkaar kunnen vinden.

Het Fonds voor Vakopleiding kan bijdragen tot de financiering:

1. van een specifiek steunprogramma;
2. van didactisch materiaal;
3. van bouwmaterialen;
4. van premies voor tewerkstelling en opleiding, omschreven, krachtens artikel 67 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 1999 tot organisatie van opleidings- en tewerkstellingsakkoorden in de bouw voor de jaren 1999 en 2000, door de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 mei 1997 betreffende de toekenning van een tewerkstellings- of een opleidingspremie aan de bouwwerkgevers en hun bouwvakarbeiders.

Artikel 14.

Krachtens artikel 77 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 1999 tot organisatie van opleidings- en tewerkstellingsakkoorden in de bouw voor de jaren 1999 en 2000, wordt door het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid een overgangspremie van 10.000 BEF per langdurig werkloze bedoeld in artikel 75 van bovenvermelde collectieve arbeidsovereenkomst toegekend aan het erkend opleidingscentrum.

Deze overgangspremie wordt toegekend voor iedere indienstneming in een onderneming, bedoeld in artikel 1 van deze overeenkomst, volgens de onderstaande modaliteiten:

- de indienstneming in een onderneming bedoeld in artikel 1 moet een minimumduur van 18 maanden hebben;
- de overgangspremies worden gegroepeerd uitbetaald op basis van een afrekening op het einde van het jaar;
- het jaarlijks bedrag van de overgangspremies moet door het erkend opleidingscentrum worden besteed aan de verbetering van zijn infrastructuur en zijn uitrusting; over de besteding van de premies zal vóór de uitbetaling overleg worden gevoerd met het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid.

Het Fonds voor Vakopleiding kan nagaan hoe de uitbetaalde premies worden aangewend.

AFDELING 2. - REORGANISATIE VAN DE TAKEN VAN DE FVB-REGIO'S

Artikel 15.

Om de specifieke opdrachten te ondersteunen die hem door deze collectieve arbeidsovereenkomst worden gegeven, heeft de regiomanager de opdracht, krachtens artikel 79 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 1999 tot organisatie van opleidings- en tewerkstellingsakkoorden in de bouw voor de jaren 1999 en 2000:

1. de opleidingen ten behoeve van bouwvakarbeiders te organiseren en op te volgen, met inbegrip van het vereiste subregionaal paritair overleg voor de praktische uitvoering van deze opleidingen;
2. in te staan voor de oriëntering van werkzoekenden naar de bouwopleidingen en hun overgang naar de sector te organiseren.

In het kader van de opdrachten die aan de FVB-regio's worden gegeven door artikel 80, §1 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 1999 tot organisatie van opleidings- en tewerkstellingsakkoorden in de bouw voor de jaren 1999 en 2000, kunnen de FVB-regio's een beroep doen op de in het eerste lid bedoelde regiomanager om:

1. de contacten te organiseren met het voltijds bouwonderwijs;
2. de follow-up van de deeltijdse opleidingsregelingen te organiseren, met name door te zorgen voor de contacten met de centra voor deeltijds onderwijs.
3. deel te nemen aan de opdrachten bepaald in artikel 5 van deze collectieve arbeidsovereenkomst;
4. deel te nemen aan de opdrachten bepaald in artikel 12 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

24

HOOFDSTUK 6. - BEREKENING VAN DE THEORETISCHE STAGEVERPLICHTING VOOR DE SECTOR.

Artikel 16.

Volgens de statistische gegevens van de RSZ beschikbaar op 30 juni 1997, zijn er 411 bouwondernemingen die 50 of meer werknemers tewerkstellen en hebben zij in totaal 48.881 werknemers;

Op basis van de gegevens bedoeld in het eerste lid, is de sector, ter uitvoering van de artikelen 9 en 10 van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces, theoretisch verplicht om in een stage te voorzien voor 1.467 personen

HOOFDSTUK 7. - SLOTBEPALINGEN

Artikel 17.

Het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid is belast met de uitvoering, opvolging en coördinatie van alle acties en tegemoetkomingen die worden vastgesteld in deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 18.

Voor de in deze overeenkomst vastgestelde opleidingsacties voor risicogroepen wordt een inspanning van ten minste 0,15 % van de jaarlijkse loonmassa van de sector gedaan voor de periode van 1 januari 1999 tot 31 december 2000.

Artikel 19.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1999 en loopt af op 31 december 2000.